

Ecologistes et socialistes wallons votent contre le Ceta au Parlement européen

VINCENT GEORIS

Les députés européens ont voté hier en faveur de la ratification du Ceta, le traité de libre-échange conclu entre l'UE et le Canada. Le vote a eu lieu en commission du Commerce international (Inta).

Vingt-cinq députés se sont prononcés en faveur du Ceta, principalement des conservateurs du PPE, des libéraux (ADLE) et des sociaux-démocrates (S&D).

Pour les libéraux, l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche justifie d'autant plus la ratification du Ceta. «À la lumière des nombreux commentaires du président Donald Trump sur la politique commerciale et de son annulation du Partenariat transpacifique (PTP) hier, il est maintenant plus important que jamais qu'il n'y ait plus aucun retard dans l'approbation du Ceta», estime Guy Verhofstadt, le chef de file de l'ADLE.

Quinze députés ont voté contre, dont le groupe des Verts et les socialistes wallons et français, pourtant membres du S&D. Ce résultat signe une opposition progressiste au Ceta de plus en plus forte au sein des eurodéputés. Jusqu'à provoquer une

division au sein du S&D.

Arena vote «non»

Marie Arena (PS) a voté «non» à la ratification du Ceta, alors que les socialistes en Région wallonne avaient fini par donner leur accord, après quelques jours d'opposition du ministre-président wallon Paul Magnette (PS) et la conclusion en octobre d'un accord belgo-belge.

«J'ai voté contre la ratification parce que le texte qu'on nous présente n'a toujours pas été examiné par la Cour de justice, explique Marie Arena. Cet examen avait été demandé par les Wallons, cela fait partie de l'accord, mais il n'a toujours pas été réalisé. L'initiative doit venir du ministre belge des Affaires étrangères. On me demande de voter pour un chat dans un sac, ce que je me refuse de faire.» Il faudra attendre le vote en plénière, mi-février à Strasbourg, pour être fixé sur la décision finale du Parlement européen.

Les Verts européens aussi ont voté contre. «Les aménagements obtenus au Ceta ne changent en rien les dangers pour l'emploi, l'environnement, la santé et les services publics», dit Yannick Jadot, candidat des Verts pour les présidentielles françaises.

«J'ai voté contre la ratification parce que le texte qu'on nous présente n'a toujours pas été examiné par la Cour.»

MARIE ARENA
DÉPUTÉE SOCIALISTE
AU PARLEMENT EUROPÉEN